

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Breves
RÉGIONALES ET
DÉPARTEMENTALES : LA DROITE
EN TÊTE

Les Républicains arrivent largement en tête du premier tour des élections régionales et départementales en France devant le Rassemblement national et la gauche. Mais le fait marquant de ce scrutin reste un taux d'abstention sans précédent estimé entre 66,1% et 68,6%.

CENTRAFRIQUE : L'ONG MSF ALERTE SUR L'«EXPULSION FORCÉE» D'UN CAMP

La situation des 8 500 déplacés qui ont dû fuir un camp de réfugiés de Bambari dans le centre du pays reste très précaire. Présente sur place, l'ONG Médecins sans frontières (MSF) s'alarme d'une « expulsion forcée » suivie de l'incendie du camp Elevage, il y a deux semaines. Plusieurs organisations internationales interviennent sur les lieux pour pallier l'urgence humanitaire, mais jusqu'ici, les circonstances qui ont causé la fuite des déplacés restent encore floues.

BURKINA : FIN DE LA PREMIÈRE ÉTAPE DU DIALOGUE POLITIQUE SUR LA SÉCURITÉ

L'opposition et la majorité ont discuté sur la situation sécuritaire, la réconciliation nationale et l'organisation des prochaines élections. Les trois discussions n'ont pas permis de dégager un consensus sur la stratégie à mettre en œuvre pour freiner les attaques des groupes armés.

Mali : la Cedeao constate une évolution positive



Les dirigeants de la Cédéao à Accra

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de la Cédéao a pris fin samedi. La situation au Mali a occupé une partie des débats. La réunion a constaté des progrès accomplis par les autorités de la transition, mais pas question pour le moment de lever la mesure de suspension qui frappe le Mali depuis le dernier coup d'Etat. C'est avec attention que les chefs d'Etats présents à Accra ont écouté le rapport de Good Luck Jonathan, envoyé spécial de la Cédéao pour le Mali. Dans la salle de réunion, Jean-Claude Kassi Brou, président de la Commission de l'institution sous-régionale a participé aux travaux.

« Selon le rapport du médiateur qui a été fait, il y a une évolution positive, et qui reste encourageante. Un Premier ministre civil a été nommé, conformément à la décision des chefs d'Etat. Un gouvernement a été nommé et installé. » Mais pas de chèque en blanc pour les autorités maliennes de la transition. La mesure de suspension du pays n'est pas levée pour le moment. Un mécanisme de suivi sera mis en place. « Le mécanisme de suivi va per-

mettre de travailler en étroite collaboration avec les autorités maliennes pour la mise œuvre de la feuille de route qui doit conduire aux élections », a poursuivi Jean-Claude Kassi

Brou. En clair, l'organisation coûte que coûte des élections présidentielle et législatives en février 2022 comme prévu. Mais à Accra, des chefs d'Etats - comme l'ivoirien Alassane

Dramane Ouattara - ont par ailleurs lancé un appel aux partenaires bilatéraux et multilatéraux du Mali pour accompagner ce pays qui traverse une crise multidimensionnelle.

Aguelhoc veut que la Minusma déménage



Les Casques bleus ne sont plus les bienvenus

JO
Libreville/Gabon

Les ressortissants de la ville d'Aguelhoc, dans le nord du Mali, demandent l'éloignement du camp de la Minusma, la Mission de maintien de la paix des Nations unies. Ils ont

tenu, vendredi après-midi 18 juin, une conférence de presse à Bamako. Les habitants d'Aguelhoc estiment que le camp de la Minusma, parfois pris pour cible par les terroristes, fait peser une menace sur leur sécurité. Mais la Minusma ne semble pas prêt à bouger tout de suite : « Il

y avait une réunion tout récemment, entre les acteurs et avec la Minusma, explique le représentant de la jeunesse d'Aguelhoc. Premièrement, ils nous ont dit que c'est un budget très cher, mais ils vont « travailler là-dessus », ils vont trouver une solution. Et après quelques jours, la Minusma a fait un communiqué de presse. Ils nous ont dit que ce n'est pas possible que la Minusma aujourd'hui déménage. On a vu même dans leur communiqué, ils disent qu'aujourd'hui, la population d'Aguelhoc est incitée par les terroristes à manifester, alors que c'est loin de là. Nous, la population d'Aguelhoc, nous réclamons tout simplement le droit. Nous ne sommes pas manipulés par les terroristes, nous sommes une population qui réclame ses droits. La population a peur, la ville est désertée, tous les habitants de la ville d'Aguelhoc se sont déplacés. »

Photo: DR

Photo: DR